



REPERE

COMPRENDRE - PARTAGER - RESTAURER

Évitement et réduction des impacts d'un projet d'aménagement

Fiche thématique
R - 3



Problématique

On constate des difficultés à mettre en œuvre la phase d'évitement de la séquence ERC, bien que celle-ci reste le seul moyen d'assurer la non-dégradation du milieu et le choix de moindre impact environnemental. Pour être efficace, cette phase d'évitement doit être engagée le plus tôt possible dans la conception d'un projet, plan, programme. Après la phase d'évitement, les réflexions menées en phase de Réduction doivent permettre de réduire au maximum les impacts qui n'auront pu être évités.

Objectifs de la fiche

- Informer sur le cadrage relatif à la séquence ERC.
- Rappeler l'importance de l'évitement au moment de la planification.
- Faciliter l'intégration en amont de la phase d'évitement des enjeux environnementaux pour les projets d'aménagement sur l'estuaire de la Seine.
- Donner des éléments de cadrage concernant la phase de réduction sur l'estuaire de la Seine.

Contexte réglementaire spécifique

Différentes procédures au titre du Code de l'environnement sont à l'origine de l'application de la séquence **Éviter-Réduire-Compenser** à des projets, plans ou programmes :

- l'évaluation environnementale des plans, programmes et projets (L. 122-1, 3, 4 et 6, R. 122-4, 5, 19 et 20) ;
- les évaluations des incidences Natura 2000 (L. 414-4, R.414-19, 20 et 23 du CE) ;
- les autorisations environnementales (L.181-1 et 2) :
 - les dérogations à la protection stricte des espèces (L. 411-2 du CE) ;
 - les autorisations ou déclarations au titre de la loi sur l'eau (L. 214-3, R. 214-1, 6 et 32 du CE) ;
 - les autorisations, déclarations ou enregistrements au titre des « ICPE » (L. 512-1,7 et 8 du CE).

La réglementation explicite l'ordre des phases de la séquence ERC, qui traduit une hiérarchisation dont le respect est une condition indispensable à son effectivité. L'article R.122-5 du Code de l'environnement impose ainsi au porteur de projet de présenter, dans son étude d'impact, les mesures prévues pour :

- « éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;
- compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. »

La loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages impose une obligation de résultats quant à l'application de la séquence ERC, qu'elle codifie au L. 163-1 du CE : « [...] Si les atteintes [à la biodiversité] liées au projet ne peuvent être ni évitées, ni réduites, ni compensées de façon satisfaisante, celui-ci n'est pas autorisé en l'état. [...] ».

Éléments généraux de cadrage pour la définition des mesures d'évitement et de réduction

Le maître d'ouvrage doit mettre en œuvre la séquence lors de la conception de son projet, plan ou programme de manière proportionnée aux enjeux : nature même du projet, plan ou programme, impacts identifiés ou prévisibles sur des milieux ou des espèces protégées, sur l'eau ou des milieux aquatiques, ou sur des enjeux Natura 2000. Le respect de cette séquence, dans l'ordre et avec obligation de résultats, demande alors la mise en place de mesures d'évitement, de réduction et de compensation.

1 - La phase d'évitement

Les mesures modifient un projet, plan ou programme afin de supprimer un impact négatif brut identifié que ce projet, plan ou programme engendrerait (source : lignes directrices nationales sur la séquence ERC).

Le guide d'aide à la définition des mesures ERC du CGDD (janvier 2018) apporte des précisions :

- Les expressions « mesure de suppression » et « mesure d'évitement » sont synonymes. Néanmoins l'usage du terme « évitement » est repris par la suite, dans la continuité des travaux déjà engagés sur la séquence ERC ;
- Les mesures d'évitement sont ainsi les seules mesures qui n'ont pas d'impacts sur les entités considérées, celles-ci étant laissées en l'état. Elles peuvent néanmoins être complétées par des mesures d'accompagnement qui, en préservant les caractéristiques du milieu, s'assurent de l'évitement à long terme. »
- Ces mesures d'évitement doivent être clairement identifiées et justifiées dans l'étude d'impact par une présentation de plusieurs variantes réalistes du projet, et une justification du choix fait selon une liste de critères claire et explicite.

Caractéristique	Description
Mesure amont	La mesure d'évitement est prévue avant la détermination de la version définitive du projet (stade des réflexions amont ou étude amont, évaluation des différentes variantes, des différentes solutions d'aménagement).
Mesure géographique	Adaptation géographique de la solution retenue (limitation de l'emprise des travaux, balisage préventif divers). C'est une mesure prévue dans le projet tel que présenté dans le dossier de demande objet de l'instruction (= adaptation locale du projet).
Mesure technique	Adaptation technique de la solution retenue (par exemple : passage en tunnel sur site sensible, engagement du maître d'ouvrage de ne pas recourir à des produits phytosanitaires).
Mesure temporelle	Adaptation temporelle de la solution

2 - La phase de réduction

Les mesures de réduction visent à réduire, autant que possible, la durée, l'intensité et /ou l'étendue des impacts d'un projet, plan ou programme sur l'environnement qui ne peuvent être complètement évités, notamment par la mobilisation des meilleures techniques de moindre impact à un coût raisonnable (source : lignes directrices nationales sur la séquence ERC).

Le Guide d'aide à la définition des mesures ERC du CGDD (janvier 2018) apporte des précisions :

- « Les mesures de réduction sont mises en place au niveau de l'emprise du projet, plan ou programme ou à sa proximité immédiate.
- S'il s'agit de mesures spécifiques à la phase travaux, elles sont mises en œuvre au plus tard au démarrage de la phase travaux (à l'exception des éventuelles mesures de repli du chantier). S'il s'agit de mesures spécifiques à la phase exploitation, elles sont mises en œuvre au plus tard à la mise en service ou au démarrage de l'exploitation. »

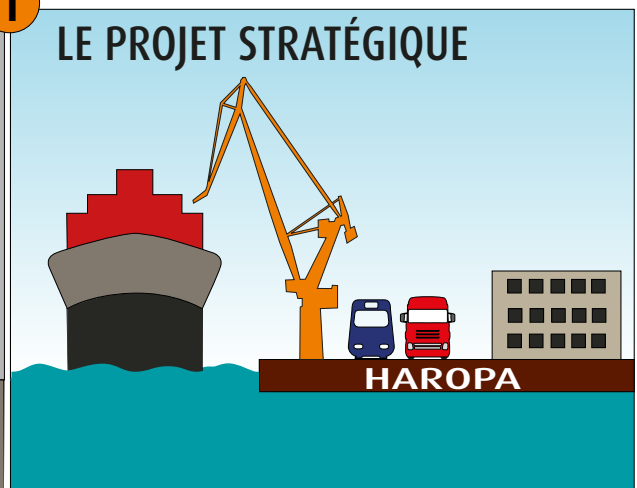
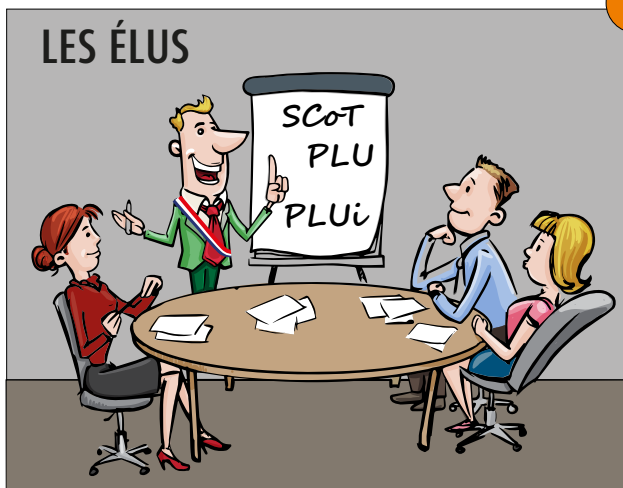
Il convient toutefois de noter que, toujours selon le guide du CGDD, « **une même mesure peut selon son efficacité être rattachée à la phase « d'évitement » ou à la phase de « réduction » : on parlera de réduction, et non d'évitement, lorsque la solution retenue ne garantit pas ou ne parvient pas à la suppression totale d'un impact.** »

Caractéristique	Description
Mesure géographique	Adaptation géographique de la solution retenue (limitation de l'emprise des travaux, balisage préventif divers). C'est une mesure prévue dans le projet tel que présenté dans le dossier de demande objet de l'instruction (= adaptation locale du projet).
Mesure technique	Adaptation technique de la solution retenue (passage en tunnel sur site sensible, engagement du maître d'ouvrage de ne pas recourir à des produits phytosanitaires).
Mesure temporelle	Adaptation temporelle de la solution

Source : Guide d'aide à la définition des mesures ERC du CGDD (janvier 2018)

L'évitement dans la planification, une étape indispensable

1



2



L'évitement ne peut être mené de façon aboutie que si il a déjà été traité dans les documents de planification

Éléments de cadrage spécifiques à l'estuaire de la Seine

L'estuaire de Seine est un territoire largement aménagé, dont les espaces sont contraints que ce soit pour les milieux naturels ou les milieux anthropisés. Devant la forte réduction et la fragmentation des habitats naturels et la difficulté de proposer des mesures compensatoires pertinentes, les acteurs de ce territoire ont exprimé leur besoin de disposer d'un cadre de référence pour les actions de restauration écologique dans l'estuaire. Le projet REPERE a pour but de répondre à ce besoin en fournissant un référentiel partagé que les maîtres d'ouvrage pourront mobiliser pour leurs choix stratégiques d'aménagement. Dans cette optique, le présent document fournit des éléments destinés à faciliter l'intégration des mesures « **amont** » et « **géographiques** ».

Les éléments présentés ici représentent les enjeux environnementaux prégnants de l'estuaire de la Seine pour lesquels il est attendu une prise en compte particulière lors des phases d'Évitement et de Réduction, lors du choix des variantes des projets et/ou lors des études d'impacts.

Tous les types de milieux sont ainsi à considérer pour les phases d'évitement et réduction, mais avec une priorité mise en estuaire de Seine sur :

1. **les milieux à fort enjeu écologique**, ayant un rôle dans les fonctions écologiques estuariennes ou abritant une biodiversité remarquable
2. **les milieux déjà ciblés par des objectifs de restauration** (ruptures de continuité écologique, amélioration de la fonctionnalité écologique des ensembles) et **les milieux faisant l'objet d'orientations dans le cadre du projet REPERE** (se référer aux fiches « objectifs opérationnels prioritaires ») ; ces aspects seront à prendre en compte lors des études d'impacts.

De plus, il conviendra de gérer les zones dont l'expression des fonctions écologiques n'est pas optimale : elles pourront être ciblées à la fois pour de l'aménagement (fonctionnalité peu exprimée) ou pour de la restauration (fort gain écologique potentiel).

Ainsi, sur l'estuaire de la Seine, plusieurs enjeux environnementaux sont recensés :

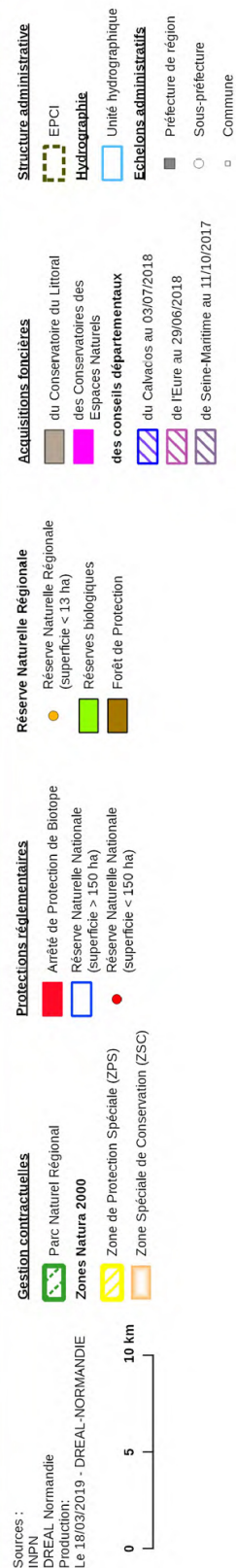
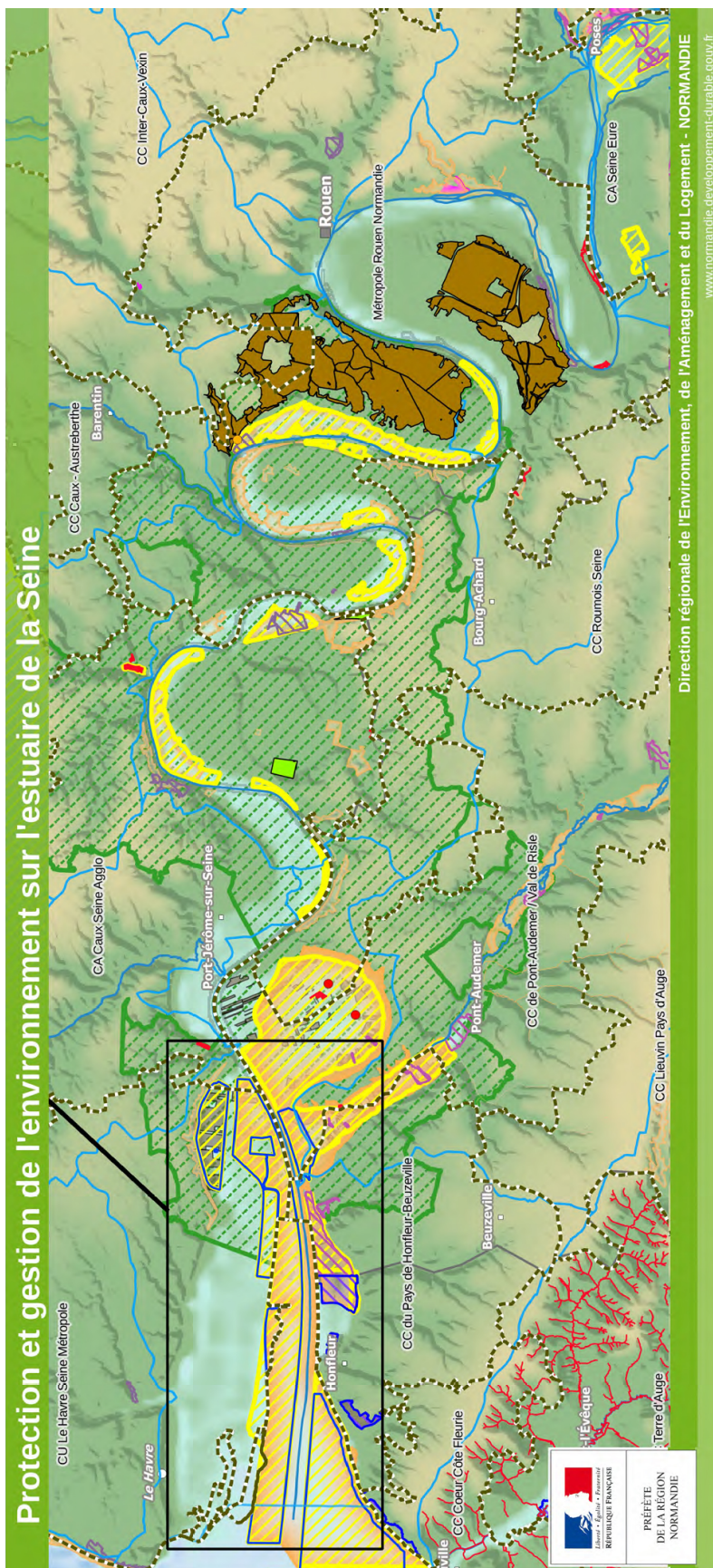
1. les habitats et les milieux à la biodiversité exceptionnelle, uniques à l'estuaire de la Seine et/ou protégés par des dispositions réglementaires fortes, fonctionnels, insérés dans le fonctionnement de l'écosystème estuarien :
 - les zones intertidales et humides des vallées de la Seine et de ses affluents et notamment le site RAMSAR du Marais Vernier ;
 - les îles de la Seine ;
 - les coteaux calcaires et les prairies calcicoles le long de la Seine ;
 - le territoire de la RNN de l'estuaire de la Seine ;
 - les sites N2000 le long de la vallée de la Seine ;
 - réservoirs et corridors écologiques identifiés dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) ;
 - informations charte PNR des boucles de la Seine normande.
2. les habitats et les milieux identifiés comme secteurs ou types de milieux à restaurer :
 - secteurs prioritaires à restaurer identifiés dans le SRCE ;
 - secteurs potentiels de restauration de la biodiversité identifiés par la DREAL Normandie ;
 - informations GIPSA sur les types de milieux à restaurer.

La carte suivante présente les secteurs faisant déjà l'objet d'une protection au titre des enjeux environnementaux.

Points d'attention

La prise en compte des enjeux présentés ici ne présage pas du respect de la réglementation relative aux espèces et habitats protégées

Sur les zones dont les fonctions écologiques ne sont pas optimales en l'état actuel, le potentiel de restauration reste à étudier pour déterminer si elles doivent ou non être ciblées pour de l'aménagement.



LE PROJET REPERE S'INTÉRESSE AUX POTENTIALITÉS DE PRÉSERVATION ET RESTAURATION ÉCOLOGIQUE DES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES DE L'ESTUAIRE DE LA SEINE. IL COMPORTE UN VOLET RÉGLEMENTAIRE PILOTÉ PAR LA DREAL NORMANDIE ET UN VOLET SCIENTIFIQUE PILOTÉ PAR LE GIP SEINE-AVAL.

Fiche réalisée en décembre 2020

Ministère de la Transition écologique

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

Cité administrative - 2, rue Saint-Sever - BP 86002 - 76032 Rouen cedex

Tél. : 02 35 58 52 80 - Fax : 02 35 58 56 16

dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Crédit photo : carte des paysages de la vallée et de la baie de la Seine, produite par M. Antoni, A. Blanchardon, A. Hecquet et E. Lombard, APR 2015-2016 de l'ENSP ersailles Marseille, pour le CPIER Vallée de la Seine.